



Parti socialiste  
neuchâtelois



## Le Centre-droit et la droite lâchent les employé·es de la santé

Alors que le Parlement avait l'occasion de montrer un véritable soutien aux employé·es du secteur des soins qui, depuis des années, ont suscité la reconnaissance de la population par leur dévouement, la droite et le centre ont préféré invoquer des difficultés techniques et refuser une indexation des salaires plus que légitime dans le contexte actuel d'inflation. Convaincue de la nécessité de lutter pour des conditions de travail plus justes, en particulier dans un secteur où les employé·es sont toujours plus sous pression, la gauche n'en restera pas là.

Dans le cadre d'un rapport visant à octroyer un crédit permettant aux entités parapubliques du domaine des soins de faire face à l'inflation et de préserver le pouvoir d'achat de leur personnel, la majorité de droite et du centre du Grand Conseil a refusé l'indexation des salaires dès le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Depuis plusieurs mois, les acteurs du secteur de la santé – et plus particulièrement les entités autonomes de droit public – ont tiré la sonnette d'alarme pour alerter les autorités sur la pression croissante, économique ou psychique, qu'ils subissent. Les nombreux mois de pandémie avaient déjà sensibilisé la population et ses autorités au caractère essentiel et au dévouement du personnel de soins pour le bien-être de la population. Alors nous nous sommes toutes et tous empressés de les applaudir depuis nos balcons et que la population s'est majoritairement positionnée en faveur d'une revalorisation de ces métiers notamment via la large acceptation de l'initiative pour des soins infirmiers forts, la majorité bourgeoise du Grand Conseil refuse de passer de la parole aux actes. En se cachant derrière des motifs techniques et des arguments opportunistes, elle a préféré mépriser les revendications légitimes de celles et ceux qui assurent notre santé malgré les vents contraires.

La gauche s'insurge aujourd'hui de constater que non seulement la droite mais également le Centre et les Vert·Libéraux ont préféré se dédouaner de ses responsabilités plutôt que d'accorder un soutien concret à ces professions. L'époque où l'ensemble des partis s'élevaient en défenseurs des métiers de la santé et en particulier des plus précaires semble définitivement révolue. La gauche estime inacceptable de ne pas reconnaître les revendications légitimes de ce secteur et de créer, par là-même, une inégalité et une discrimination envers les employé·es du secteur de la santé. Elle l'affirme : elle n'en restera pas là et reprendra le combat à la rentrée.

En vous remerciant de l'attention que vous avez portée à ce communiqué, nous restons à disposition pour toute information complémentaire.

### Contact :

Romain Dubois, président du PSN : 076 467 44 67

Christine Amann-Tschopp, Présidente des Vert-e-s : 078 683 86 31

Julien Gressot, président du POP : 079 608 94 86